

# POLITIQUE MINIERE ET NEGOCIATION CONTRACTUELLE

- Vision du Régime Minier de l'Afrique



# POLITIQUE MINIERE ET NEGOCIATION CONTRACTUELLE

## Appel à candidatures et nominations

### Annonce du cours en bref

<b><u>Type</u></b>	: Cours de courte durée
<b><u>Thème</u></b>	: Politique minière et négociations contractuelles
<b><u>Début - fin du cours</u></b>	: 17 Février - 30 Avril 2020
<b><u>Durée</u></b>	: 10 Semaines
<b><u>Langue</u></b>	: Bilingue (Anglais-Français)
<b><u>Localisation</u></b>	: Formation en ligne sur le web
<b><u>Frais d'inscription</u></b>	: Pas de frais
<b><u>Date limite des inscriptions</u></b>	: 31 Janvier 2020
<b><u>Public cible spécifique</u></b>	: Non
<b><u>Site web</u></b>	: <a href="http://services.unidep.org/e-idep">http://services.unidep.org/e-idep</a>
<b><u>Dossiers de candidature</u></b>	: <a href="https://www.unidep.org/?apply">https://www.unidep.org/?apply</a>

Les importantes ressources minières de l'Afrique ont pendant longtemps fait l'objet d'un intérêt croissant au plan national et international. Toutefois, pour diverses raisons, l'Afrique n'a pas su profiter de cet engouement pour favoriser son développement à long terme et susciter la promotion du bien-être de l'ensemble de ses populations. Sur le plan international, des connaissances documentées et spéculatives sur les ressources minières de l'Afrique ont contribué au développement des ambitions impériales pour dominer leur commerce. Dans la majeure partie des cas, ces ambitions ont abouti à l'imposition de règles coloniales étrangères à travers une bousculade parmi les puissances européennes dirigeantes du 19e siècle pour le contrôle des ressources stratégiques avérées du Continent. L'exploitation des ressources minières de l'Afrique par des intérêts nationaux est demeurée un élément constant du commerce de la région affectant non seulement le processus de développement économique, mais aussi les dynamiques de politique, de gouvernance, de durabilité environnementale, de cohésion sociale et de culture. Sur le plan historique, les principaux intérêts miniers internationaux actifs en Afrique sont venus de l'Europe et d'Amérique du Nord. Aujourd'hui, dans le cadre des réalignements en cours dans l'économie mondiale, les anciennes et nouvelles forces se livrent de nouveau à une course pour les ressources minières de l'Afrique au moment où, à différents niveaux, la capacité de la plupart des Etats de la région n'est pas à son meilleur niveau.

Sur le plan intérieur, l'histoire de certaines des plus récentes formations politiques africaines a été étroitement liée à la présence et au contrôle des ressources minières stratégiques. En effet, les ressources minières ont souvent été étroitement liées au processus de composition, de renforcement, de décomposition et de recomposition des communautés politiques africaines. Plus récemment, la production minière s'est révélée être un moteur essentiel de l'activité économique et de la vie politique de plusieurs pays. Elle représente un élément significatif et, dans certains cas, déterminant des profils commerciaux internationaux de la plupart des pays, représentant l'essentiel des exportations formelles, et servant de source principale de devises étrangères. Les exportations officielles déclarées sont cependant en compétition avec les transactions informelles et illicites qui donnent une image malsaine du commerce des ressources minières en Afrique souvent caractérisé par des fuites multiples y compris d'importants revenus perdus au détriment du trésor public et un chapelet d'opportunités manquées pour un développement transformatif. Comme on peut s'y attendre, la gouvernance du secteur minier et la gestion des bénéfices directs et indirects issus de la production et des exportations minières ont émergé, au niveau des pays, comme terrains de contestations politiques mais aussi des politiques dans lesquels divers acteurs nationaux et internationaux sont empêtrés. Plusieurs de ces contestations ont débouché sur de violents conflits ouverts.

Du fait de l'étroite interconnexion entre les ressources minières, le pouvoir et le développement, il n'est pas surprenant qu'une économie politique complexe se soit développée autour d'elle. L'appropriation, le contrôle et le déploiement des ressources minières africaines sont au cœur d'une lutte plus importante sur le continent pour un développement soutenu et durable. Cette lutte implique un éventail d'acteurs: les Etats et les sociétés minières, ces dernières qu'elles soient en concurrence ou en collaboration, les pays d'origine et ceux d'accueil des conglomérats miniers, les gouvernements et les citoyens qu'ils dirigent; les secteurs public et privé, les investisseurs étrangers et nationaux. On peut aussi citer les personnes morales formelles, les gouvernements, et les mineurs informels / traditionnels; les investisseurs et les communautés dans lesquelles elles opèrent; les Organisations de la Société Civile et les groupes de plaidoyer locaux (parlementaires, autorités locales) et internationaux, sans oublier les institutions intergouvernementales et multilatérales, les investisseurs miniers ainsi que la main-d'œuvre qu'ils emploient. L'exploitation des richesses minières du continent a également fait l'objet de préoccupations relatives à l'exercice de la souveraineté des Etats africains; leur capacité à gouverner et leur cohérence interne, les processus de politiques publiques, la responsabilisation réciproque entre et par les principaux acteurs du secteur minier; la quête de l'indépendance nationale par les pays africains; l'absorption et utilisation par les gouvernements des revenus provenant des exportations minières, les droits des peuples et des communautés au développement, la protection de l'environnement naturel; les devoirs et responsabilités des entreprises minières; le transfert des technologies minières aux pays africains, la gestion et la réglementation du

secteur minier et surtout, les conséquences des activités minières sur le développement national et régional, de manière générale.

Parmi les nombreuses questions soulevées par les activités minières contemporaines en Afrique, peut-être que celles les plus persistantes et plus pertinentes portent sur la manière dont les pays africains peuvent profiter le plus possible de leurs ressources pour le développement. Cette question a fait l'objet d'importantes réflexions de la part des experts et un large éventail de propositions de politiques a été formulé au sein desquelles figure l'Initiative de Transparence des Industries Extractives à laquelle plusieurs gouvernements africains ont souscrit. Cependant, de nombreuses initiatives de politique mises en avant ne prennent pas suffisamment en compte la question centrale relative à la façon de mettre en place de manière systématique et progressive, des relations directes et indirectes de développement national dans les pays producteurs afin de s'assurer qu'une plus grande valeur est générée et conservée localement à partir du secteur minier non seulement de façon intrinsèque, mais aussi par rapport aux autres secteurs et activités économiques. Ceci est une question politique tout autant qu'elle concerne les politiques. Elle se rapporte également aux cadres de négociations ainsi qu'aux méthodes déployées par les gouvernements africains dans leur stratégie d'attirer et de retenir des investisseurs miniers étrangers ayant accès ou pouvant avoir accès à la technologie requise pour l'extraction des minéraux.

## *OBJECTIFS DE L'APPRENTISSAGE*

---

L'objectif du cours est d'équiper les cadres moyens et supérieurs; les décideurs du gouvernement ayant des connaissances et des idées qui auront un impact direct sur l'élaboration de politiques sur les ressources minérales et naturelles qui régissent les investissements dans l'industrie des minéraux à moyenne et grande échelle, en particulier les métaux de base. À la fin du cours, les participants doivent être capables de:

- Comprendre et différencier les industries minières et d'exploration à grande échelle et moyennes et comment elles augmentent leurs finances.
- Comprendre les avantages de la valorisation locale, l'industrialisation et la création d'emplois qui en découlent.
- Comprendre comment attirer les investissements étrangers directs (IED) dans le secteur des ressources naturelles en concevant de bonnes politiques attrayantes pour les investisseurs.
- Améliorer le renforcement des capacités dans le domaine de l'élaboration des politiques, en particulier pour les décideurs.
- Acquérir des expériences basées sur des études de cas de diverses études africaines; afin d'améliorer les connaissances sur les meilleures pratiques de gestion des ressources naturelles.
- Comprendre la responsabilité sociale des sociétés minières sur le continent.
- Comprendre la meilleure relation entre les gouvernements et les sociétés minières.

## *CONTENU ET STRUCTURE*

---

Le cours comprend les modules suivants:

- Module 1: L'industrie minière internationale et la richesse minérale de l'Afrique.
- Module 2: La vision de l'exploitation minière en Afrique
- Module 3: Promouvoir les liens sectoriels dans l'industrie des minéraux de ressources
- Module 4: Développement des politiques minières et minérales
- Module 5: Cadres fiscaux miniers et fiscalité minière

- Module 6: Élaboration de politiques pour les mineurs à petite échelle (Mineurs artisanaux à petite échelle) dans un environnement en évolution
- Module 7: Durabilité et gouvernance dans le secteur minier
- Module 8: Accords de développement communautaire et étude des droits miniers
- Module 9: Développement d'ententes de développement communautaire
- Module 10: Négociations de contrat

## MÉTHODOLOGIE

---

Ce cours assisté par Directeur de cours sera dispensé du 17 Février - 30 Avril 2020. Le cours sera animé de façon asynchrone sur une base hebdomadaire et les participants sont tenus de participer aux discussions hebdomadaires en ligne. En outre, chaque module contient des leçons interactives qui fournissent le contenu de base autour du thème de ce module. Les cours sont conçus de manière à ce que les apprenants soient également capables d'auto-évaluer leur compréhension par le biais de questionnaires intégrés. Des ressources supplémentaires telles que des bibliographies, des liens Internet et des lectures facultatives sont prévues pour les participants qui souhaitent approfondir leur connaissance du sujet du cours.

## PUBLIC CIBLE

---

Ce cours cible tous les décideurs politiques du gouvernement, aux niveaux intermédiaire et supérieur. Les gestionnaires qui participent à la planification, à la gestion et à la conception des politiques gouvernementales dans les secteurs des ressources minérales et des ressources naturelles. Les gestionnaires du secteur privé peuvent également participer pour comprendre le cadre juridique actuel de la plupart des pays africains.

## INFORMATIONS ADDITIONNELLES

---

### *Admission au Cours*

Les candidats intéressés au cours devraient avoir, au minimum, un diplôme de Licence de préférence dans les domaines relatifs à la gestion des ressources naturelles, aux mines ou à l'industrie. En outre, deux années d'expérience professionnelle seront nécessaires. Les candidatures féminines sont également vivement encouragées.

Jusqu'à la date limite d'inscription, les participants seront acceptés au cours sur une base de roulement et sous réserve de disponibilité des créneaux horaires.

Les dossiers de candidature sont à remplir exclusivement sur la plateforme de candidature en ligne de l'IDEP à l'adresse <https://www.unidep.org/?apply>

### *Certificat*

Un certificat sera délivré par l'IDEP à tous les participants qui réussiront aux auto-évaluations relatives aux cours présentés pour chaque module.

### *Les prérequis techniques*

L'accès à Internet est une condition essentielle pour la participation. Les spécifications suivantes, au minimum en termes de matériel et de logiciels, sont nécessaires pour suivre cette formation en ligne, veuillez consulter votre administrateur réseau ou la personne responsable du Système Informatique afin de vous assurer que vous disposez des éléments suivants:

- Plateforme: Windows 95, 98, 2000, NT, ME, XP ou supérieur; Mac OS 9 ou Mac OS X; Linux
- Matériel: 64 MB de RAM, 1 GB d'espace de disque libre
- Logiciels:
  - Adobe Acrobat Reader, Adobe Flash Player
  - Microsoft Office (Windows ou Mac) ou Open Office
  - Navigateur: Internet Explorer 7 ou supérieur ou Firefox 36 ou supérieur
- Modem: 56 K
- Veuillez noter que JavaScript, les Cookies et les Pop-ups doivent être activés

## *CONTACTS*

---

Division E-learning et Gestion du Savoir

Tél: +221 33 829 55 00

Fax: +221 33 822 29 64

Email : [elarning@unidep.org](mailto:elarning@unidep.org)